

Élection présidentielle française de 2027

15 langues

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Voir le texte source](#) [Voir l'historique](#)



Cet article ou cette section contient des informations sur des [scrutins à venir](#).



Il se peut que ces informations soient de nature spéculative et que leur teneur change considérablement alors que les événements approchent.

La dernière modification de cette page a été faite le 31 août 2026 à 11:31.

L'**élection présidentielle française de 2027** doit avoir lieu les dimanches 18 avril 2027 et 2 mai 2027 afin d'élire le [président de la République française](#) pour un [mandat de cinq ans](#).

Il s'agit de la treizième [élection présidentielle](#) de la [V^e République](#) et douzième au [suffrage universel direct](#). En vertu de l'[article 6 de la Constitution](#), qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs, [Emmanuel Macron](#), élu une première fois en 2017, puis une seconde fois en 2022, ne peut se présenter à sa propre succession.

Le scrutin prend place dans un contexte de fragmentation du paysage politique et d'instabilité parlementaire. La [dissolution de l'Assemblée nationale de 2024](#) et les [élections législatives anticipées](#) qui suivent ne dégagent aucune majorité absolue et ouvrent une période marquée par la succession de [gouvernements minoritaires](#). L'absence du président sortant parmi les candidats potentiels et l'affaiblissement des cadres partisans traditionnels favorisent parallèlement une multiplication des candidatures déclarées.

Contexte

Politique

Succession de gouvernements minoritaires

Article détaillé : [Crise politique française depuis 2024](#).

La [dissolution](#) de l'[Assemblée nationale](#) annoncée par [Emmanuel Macron](#) le 9 juin 2024, dans la foulée des [élections européennes](#), ouvre une séquence d'instabilité politique¹. Les [élections législatives anticipées de 2024](#) débouchent sur une Assemblée nationale sans majorité absolue². Après plusieurs semaines de tractations, [Michel Barnier](#) est nommé [Premier ministre](#) le 5 septembre 2024 à la tête d'un gouvernement reposant sur un « socle commun » entre les [macronistes](#) et [Les Républicains](#), avant d'être renversé par une [motion de censure](#) en décembre, la deuxième adoptée sous la [Cinquième République](#) après celle de 1962³. [François Bayrou](#) lui succède et fait adopter les [lois de finances](#) pour 2025 en recourant à l'[article 49, alinéa 3](#), sans parvenir à stabiliser durablement sa majorité. Menacé de censure lors de la discussion du budget pour 2026, il est à son tour renversé le 9 septembre 2025 à l'issue d'un vote de confiance, avant la nomination de [Sébastien Lecornu](#) à Matignon³.

Cette succession de [gouvernements minoritaires](#) s'accompagne d'un ralentissement de l'activité législative, l'exécutif s'appuyant davantage sur les propositions de loi d'origine parlementaire ainsi que sur le [Sénat](#) et les [commissions mixtes paritaires](#) pour faire adopter des textes^{4,5}. Cette séquence d'instabilité parlementaire et gouvernementale structure le contexte politique dans lequel se prépare l'élection présidentielle de 2027⁶.

Impossibilité pour Emmanuel Macron de briguer un troisième mandat

L'[élection présidentielle de 2022](#) voit une nouvelle fois [Emmanuel Macron](#) remporter le scrutin face à [Marine Le Pen](#) avec un score cependant moindre qu'en 2017, le « [front républicain](#) » ayant été moins important⁷.

En vertu de l'[article 6 de la Constitution française](#), le [président de la République française](#) ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. Emmanuel Macron ayant accédé à la magistrature suprême en 2017 avant d'être réélu en 2022, il est le premier président concerné par cette

[← 2022](#)



Élection présidentielle française de 2027

18 avril 2027 (1^{er} tour)
2 mai 2027 (2^d tour)

Type d'élection [Élection présidentielle](#)
[Scrutin uninominal](#)
[majoritaire à deux tours](#)

Président de la République

Sortant
[Emmanuel Macron](#)
RE

[modifier](#) - [modifier le code](#) - [voir Wikidata](#) 

limitation introduite par la [loi constitutionnelle du 23 juillet 2008](#)⁸. Cette situation est regrettée par ses alliés^{9,10,11,12} et qualifiée par lui-même de « funeste connerie »^{13,14,15}.

Issue du procès de l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national

Article détaillé : [Affaire des assistants parlementaires du Front national au Parlement européen](#).

En mars 2025, deux ans avant la tenue prévue du scrutin, la candidate déclarée du [Rassemblement national Marine Le Pen](#) est reconnue coupable de [détournement de fonds publics](#) en [première instance](#), effectué par l'embauche d'assistants parlementaires travaillant directement pour le parti d'extrême droite et non dans le cadre légal du [Parlement européen](#)^{16,17,18}, et est condamnée à cinq ans d'[inéligibilité](#) avec [exécution provisoire](#), temps qui inclut par conséquent les prochains scrutins présidentiel et législatif^{19,20}. Largement en tête des intentions de vote du premier tour dans les sondages précédant sa condamnation^{21,22}, les médias notent que cette décision rebat les cartes de l'élection présidentielle^{23,24,25}.

Marine Le Pen annonce faire appel de cette condamnation, procédure qui ne suspend toutefois pas son inéligibilité en raison de l'exécution provisoire^{26,27}. [Jordan Bardella](#), son successeur à la tête du [Rassemblement national](#) apparaît comme un potentiel remplaçant y compris par Marine Le Pen si son inéligibilité était confirmée^{28,29} même si celui ci est vu comme impopulaire chez une partie significative des cadres « marinistes » notamment [Sébastien Chenu](#) et [Jean-Philippe Tanguy](#).

Le 7 juillet 2026, lors du jugement en appel³⁰, Marine Le Pen est finalement condamnée à 45 mois d'inéligibilité dont 30 avec sursis. Cette peine courant au jour du jugement en première instance, elle a terminé d'exécuter cette peine au cours du mois de juin 2026, la rendant ainsi éligible pour le scrutin présidentiel³¹. Elle annonce sa candidature le soir même au [journal de 20 heures de TF1](#) ainsi que son [pouvoir en cassation](#)³².

Divisions à gauche

Le [Nouveau Front populaire](#), alliance de la [gauche](#) conclue en 2024 pour les [élections législatives anticipées](#), se fragilise progressivement³³ en raison de divergences stratégiques entre ses composantes, notamment entre le [Parti socialiste](#) et [La France insoumise](#)³⁴. Ces désaccords concernent à la fois la stratégie parlementaire^{34,35}, les conditions d'une union durable de la gauche³⁶ et la préparation de l'élection présidentielle de 2027³⁷.

À partir de 2025, plusieurs responsables de gauche, parmi lesquels [Lucie Castets](#), [Olivier Faure](#), [Marine Tondelier](#), [Clémentine Autain](#), [François Ruffin](#) et [Benjamin Lucas](#), soutiennent l'idée d'une candidature commune^{38,39}. Si la gauche unitaire annonce l'organisation d'une [primaire le 11 octobre 2026](#)^{40,41}, la perspective d'une candidature commune de l'ensemble de la gauche reste toutefois incertaine, [Jean-Luc Mélenchon](#) et [Raphaël Glucksmann](#) refusant toute participation à un tel scrutin^{42,43}. Le [Parti communiste français](#), dirigé par [Fabien Roussel](#), exclut également l'idée d'une primaire⁴⁴, tandis qu'Olivier Faure est confronté à l'hostilité de son opposition interne au [Parti socialiste](#)⁴⁵.

En avril 2026, plusieurs personnalités de gauche⁴⁶ issus des [Écologistes](#), du [Parti socialiste](#), du [Parti communiste français](#), de [Place publique](#) et de [Gauche républicaine et socialiste](#) ont lancé une initiative « Construire 2027 »^{47,48} pour appeler à ce que la gauche se retrouve pour construire un programme commun, un accord de gouvernement et un accord législatif⁴⁹.

Divisions à droite

À droite, les divisions portent également sur le mode de désignation du candidat^{50,51}. [Bruno Retailleau](#) est officiellement désigné candidat des [Républicains](#) le 19 avril 2026, à la suite d'un vote des adhérents du parti. [Gérald Darmanin](#), [Laurent Wauquiez](#) et [David Lisnard](#) demeurent cependant favorables à une primaire afin de rassembler la droite — Wauquiez et Lisnard plaidant pour une primaire élargie jusqu'à [Reconquête](#) —, et d'optimiser ainsi les chances d'accéder au second tour^{50,52}. [Xavier Bertrand](#) et [Édouard Philippe](#) refusent explicitement l'idée d'une primaire, tandis que [Gabriel Attal](#) ne l'exclut pas totalement⁵⁰. [Michel Barnier](#) propose un projet de coalition programmatique, intitulé « Bâtir ensemble », pour tenter de rassembler la droite et le centre sur un programme commun, plutôt que de laisser les rivalités personnelles fragmenter cet espace⁵³.

Influence des patrons d'extrême droite

Lancé en 2025 par [Vincent Bolloré](#), le [think tank](#) *l'Institut de l'espérance* espère peser dans l'élection. Cet institut a rédigé un manifeste de 36 pages, qui détaille une centaine de mesures politiques. Ce manifeste prône notamment une [réduction de l'immigration](#), une réduction de la [dépense publique](#), le retour de [l'uniforme à l'école](#) et la suppression du [délit d'entrave](#) à [l'avortement](#). Cette ligne politique est relayée via les médias de Vincent Bolloré^{54,55,56}.

Lancé en 2023 par [Pierre-Édouard Stérin](#), le [projet Périclès](#) a pour ambition d'amener au pouvoir l'union des droites dans un délai de deux ans. Au sein de Périclès, une quarantaine de programmes sont tournés vers l'aspect politique du projet. La sélection et la formation au « combat électoral » de candidats, la formation de [cabinets fantômes](#) ou la préparation de programmes électoraux clés en mains font partie de la panoplie financée par Stérin dans son projet Périclès⁵⁷.

Multiplication des candidatures

Le nombre de candidatures déclarées ou présumées est inédit sous la [Cinquième République](#)^{58,59,60}. À la mi-février 2026, onze personnalités ont déjà déclaré leur candidature, et plusieurs autres sont attendues⁵⁹ ; *Le HuffPost* et la *Revue politique et parlementaire*⁶² comptent une trentaine de candidatures potentielles en avril^{61,62}. La journaliste [Marie-Ève Malouines](#) souligne que la plupart de ces prétendants devraient cependant être éliminés avant même de pouvoir se déclarer officiellement, faute de financements, de parrainages ou d'organisation suffisants⁶². *20 Minutes* et *Le Figaro* projettent un nombre potentiel de 17 candidats voire davantage, tandis que le précédent record est celui de [2002](#), avec 16 candidats^{59,63}.

Pour *Le HuffPost*, l'incapacité constitutionnelle d'Emmanuel Macron à se représenter et le morcellement de la classe politique alimentent cette effervescence⁶¹. Selon Malouines, cette multiplication de candidatures s'explique moins par des perspectives électorales réalistes que par une logique propre à la vie politique française, où refuser de se déclarer potentiellement candidat équivaldrait à perdre toute stature⁶². Pour le politologue Bruno Jeanbart, elle traduit « l'éclatement du paysage politique et la déliquescence du système partisan » amorcés en 2017⁵⁸. Les politologues Antoine Bristielle et Élie Michel y voient le symptôme d'une crise profonde de la représentation, les partis peinant à assurer leur fonction de sélection des candidats et les ambitions personnelles s'affranchissant du cadre partisan⁶⁴.

Influence étrangère

En mai 2026, plusieurs influences étrangères ont été constaté et révélé par [Viginium](#), le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères, opérées par la société israélienne [BlackCore](#). Elles ciblent plusieurs candidats affilié à [La France Insoumise](#) aux municipales (contre [François Piquemal](#) à [Toulouse](#), [Sébastien Delogu](#) à [Marseille](#) et [David Guiraud](#) à [Roubaix](#)). Ces influences sont ensuite sorties du contexte des élections municipales de 2026, le parti accusant l'État de masquer celle-ci en ne publiant pas le rapport du [Réseau de coordination et de protection des élections](#) (RCPE)^{65,66}.

En juillet 2026, [Édouard Philippe](#) fait l'objet d'une campagne peu visible de [Storm-1516](#), qui dissémine pour l'occasion de fausses informations sur sa santé⁶⁷. Puis c'est au tour de [Gabriel Attal](#) d'être la cible de fausses informations sur son état de santé. Quant à [Raphaël Glucksmann](#), un faux site d'information copiant le graphisme de [Blast](#) accuse [Léa Salamé](#) d'être à la tête d'un complot destiné à favoriser l'accession au pouvoir de son compagnon^{68,69}.

Selon le magazine *[Les Inrockuptibles](#)* ces campagnes n'ont eu que très peu de visibilité, à tel point que les réactions des intéressés sont plus médiatisées que les campagnes d'origine et permettent aux candidats de focaliser l'attention sur eux. Leurs opposants dénoncent l'instrumentalisation qui pourrait en être faite par les candidats du bloc central⁷⁰.

Modalités du scrutin

Articles connexes : [président de la République française](#) et [élection présidentielle en France](#).

Le [président de la République](#) est élu [directement par la population](#) au [scrutin uninominal majoritaire à deux tours](#) pour un [mandat de cinq ans](#) renouvelable une seule fois de façon consécutive⁸.

Est élu le candidat qui recueille la [majorité absolue](#) des suffrages exprimés au premier tour de scrutin. À défaut, un second tour a lieu quatorze jours plus tard entre les deux candidats ayant recueilli le plus de suffrages au premier tour. Le second tour peut éventuellement voir concourir d'autres candidats que les deux arrivés en tête au premier dans le cas de retraits de candidats mieux placés. Ce cas n'est cependant encore jamais arrivé sous la [Cinquième République](#). Au second tour, le candidat qui recueille le plus de suffrages l'emporte⁷¹.

Le [Conseil constitutionnel](#) est, en vertu de l'[article 58 de la Constitution](#), garant de la régularité de l'élection, de l'examen des réclamations et de la proclamation des résultats⁷².

Conditions de candidature

Chaque candidat doit satisfaire plusieurs [conditions](#)⁷³ :

- être de [nationalité française](#) ;
- ne pas être privé de ses [droits civiques](#) concernant l'[éligibilité](#) ;

- être âgé d'au moins 18 ans ;
- être inscrit sur une [liste électorale](#) ;
- avoir satisfait aux obligations imposées par le code du [service national](#) ;
- ne pas être placé sous [tutelle](#) ou sous [curatelle](#) ;
- avoir établi une déclaration de situation patrimoniale ;
- posséder un compte bancaire de campagne électorale ;
- ne pas être candidat à un troisième mandat consécutif de président de la République ;
- recueillir 500 « [parrainages](#) » de parlementaires ou d'élus locaux : ces parrainages doivent provenir d'au moins trente départements ou [collectivité d'outre-mer](#) différents et pas plus d'un dixième des élus signataires ne doit provenir du même département ou de la même collectivité d'outre-mer. La loi organique du 25 avril 2016 impose la publication de l'ensemble des noms, au lieu de 500 tirés au sort comme c'était le cas antérieurement⁷⁴. Ils doivent être envoyés directement au Conseil constitutionnel, par voie postale, qui les publie au fur et à mesure sur le site web mis en place pour cette élection.

La Constitution prévoit qu'en cas d'[empêchement](#) ou décès⁷⁵ :

- dans la dernière semaine de dépôt des candidatures d'une personne qui a annoncé son intention d'être candidate, le [Conseil constitutionnel](#) peut reporter l'élection ;
- d'un candidat avant le premier tour, l'élection est reportée ;
- d'un candidat qualifié pour le second tour, il est procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales.

Candidats

Article détaillé : [Candidatures à l'élection présidentielle française de 2027](#).

Candidat (nom et âge ^a) Parti politique		Fonction(s) politique(s) lors de la campagne	Campagne, slogan(s) et consigne de vote	Commentaires / Anciens engagements politiques
Nathalie Arthaud (57 ans) Lutte ouvrière		• Porte-parole de Lutte ouvrière (depuis 2008)	Positions	• Conseillère municipale de Vaulx-en-Velin (2008-2014) Le 8 décembre 2025, elle annonce sa candidature à la présidentielle pour Lutte ouvrière^{76, 77, 78}. Candidate à l'élection présidentielle de 2012 (9^e - 0,56 %), 2017 (10^e - 0,64 %) et 2022 (12^e - 0,56 %)
François Asselineau (69 ans) Union populaire républicaine		• Président de l'Union populaire républicaine (depuis 2007)	<i>La France retrouvée</i> Positions	• Conseiller de Paris (2001-2008) Il annonce vouloir se présenter de nouveau en 2027 dans un entretien avec <i>Le Dauphiné libéré</i> le 31 août 2023^{79, 80, 81}. Candidat à l'élection présidentielle en 2017 (9^e - 0,92 %).
Gabriel Attal (38 ans) Renaissance		• Secrétaire général de Renaissance (depuis 2024) • Président du groupe EPR à l'Assemblée nationale (depuis 2024) • Député de la 10^e circonscription	<i>La force d'agir</i>	• Premier ministre (2024) • Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (2023-2024) • Ministre délégué chargé des Comptes publics (2022-2023) • Porte-parole du gouvernement (2020-2022)

		des Hauts-de-Seine (depuis 2017) Conseiller municipal de Vanves (depuis 2014)		Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (2018-2020) Il annonce sa candidature le 22 mai 2026 à l'occasion d'un déplacement à Mur-de-Barrez, dans l'Aveyron^{82, 83, 84}.
Delphine Batho (54 ans) Génération écologie		- Présidente de Génération écologie (depuis 2018) - Députée de la 2^e circonscription des Deux-Sèvres (depuis 2013)	L'espérance	- Députée de la 2^e circonscription des Deux-Sèvres (2007-2012) - Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (juin 2012-juillet 2013) - Ministre déléguée auprès de la Ministre de la Justice (mai-juin 2012) Le 25 novembre 2025, elle annonce sa candidature à la présidentielle de 2027 « pour reconstruire une écologie capable de gouverner »⁸⁵. Elle se dit opposée à une primaire de la gauche unitaire^{86, 87}.
Xavier Bertrand (62 ans) Nous France / Les Républicains		Président du conseil régional des Hauts-de-France (depuis 2016)	Positions	- Président de la communauté d'agglomération du Saint-Quentinois (2014-2020) - Maire de Saint-Quentin (2010-2016) - Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé (2010-2012) - Secrétaire général de l'UMP (2008-2010) - Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Solidarité et de la Famille (2007-2009) - Ministre de la Santé et des Solidarités (2005-2007) - Secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités, de la Santé et de la Famille chargé de l'Assurance maladie (2004-2005) - Député de la 2^e circonscription de l'Aisne (2002-2016) - Conseiller départemental de l'Aisne (1998-2002) Il annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2027 dans un entretien avec Ouest-France le 3 février 2024^{88, 89, 90}.

				Candidat à la primaire de la droite en vue de l' élection présidentielle de 2022 (4 ^e - 22,36 %)
Karim Bouamrane (54 ans) Parti socialiste		- Vice-président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis (depuis 2021) Conseiller départemental de la Seine-Saint-Denis (depuis 2021) Maire de Saint-Ouen-sur-Seine (depuis 2020)	Positions <i>La France humaine et forte</i>	Conseiller municipal de Saint-Ouen (1995-2014) Il annonce se présenter à l'élection présidentielle le 9 juin 2026 au micro de France Inter : « Je suis candidat parce que depuis que je suis en responsabilité, j'ai pris conscience de notre force, j'ai pris conscience que nous étions majoritaires »^{91, 92, 93}.
Bernard Cazeneuve (63 ans) La Convention		<i>Aucune</i>	<i>Tenir la promesse de la France</i>	Premier ministre (2016-2017) Ministre de l'Intérieur (2014-2016) Ministre délégué au Budget (2013-2014) Ministre délégué aux Affaires européennes (2012-2013) Député de la 5^e circonscription de la Manche (1997-2002 ; 2007-2012) - Maire d'Octeville puis de Cherbourg-Octeville (1995-2012) Conseiller général de la Manche (1994-1998) Le 16 juillet 2026, dans un entretien au Parisien, il annonce sa candidature à l'élection présidentielle sans passer par la primaire socialiste mais par « un contrat qui [l]e lie aux Français »⁹⁴.
Nicolas Dupont-Aignan (66 ans) Debout la France		- Président de Debout la France (depuis 2008) Conseiller municipal d'Yerres (depuis 1995) - Maire d'Yerres (depuis mars 2026)	Positions • Campagne	Député de la 8^e circonscription de l'Essonne (1997-2024) - Président de la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine (2016-2017) - Président de la communauté d'agglomération du Val d'Yerres (2002-2015) - Maire d'Yerres (1995-2017) Il annonce le 8 mars 2025 lors d'une réunion publique devant des militants de son parti à Yerres avoir « le devoir d'être candidat à l'élection présidentielle »^{95, 96, 97}.

				Candidat à l'élection présidentielle de 2012 (7 ^e - 1,79 %), 2017 (6 ^e - 4,70 %) et 2022 (9 ^e - 2,06 %)
Sylvain Durif (57 ans) Elvita		Aucune	L'union du ciel et de la terre	Il annonce sa candidature le 23 août 2026 ^{98, 99, 100} .
Anasse Kazib (40 ans) Révolution permanente		Porte-parole de Révolution permanente (depuis 2022)	Faire entendre la voix de notre classe	Il annonce sa candidature le 1 ^{er} juin 2026 ^{101, 102, 103} .
Selma Labib (31 ans) NPA – Révolutionnaires		Porte-parole du NPA – Révolutionnaires		Le NPA-R annonce sa candidature le 17 juin 2026 ^{104, 105, 106, 107} .
Francis Lalanne (68 ans) France Libre		Aucune	Pour une France Libre, Souveraine et Solaire	Il annonce sa candidature le 19 août 2026 ^{108, 109, 110} .
Marine Le Pen (58 ans) Rassemblement national ^b		- Présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale (depuis 2022) - Députée de la 11^e circonscription du Pas-de-Calais (depuis 2017)	Positions	- Conseillère départementale du Pas-de-Calais (2021-2025) - Co-présidente du groupe ENL au Parlement européen (2015-2017) - Présidente du Rassemblement national (2011-2021) - Députée européenne (2004-2017) - Conseillère régionale des Hauts-de-France (1998-2004 ; 2010-2021) - Conseillère régionale d'Île-de-France (2004-2010) Elle se présente en septembre 2023 comme la « candidate naturelle » de son camp¹¹¹, réaffirme sa candidature lors d'un déplacement en Nouvelle-Calédonie en mai 2025, après sa condamnation dans l'affaire des assistants parlementaires¹¹², puis la confirme le 7 juillet 2026, après la décision rendue en appel dans cette affaire¹¹³. Candidate à l'élection présidentielle en 2012 (3^e - 17,90 %), 2017 (1^{er} tour : 2^e - 21,30 % // 2^d tour : 2^e - 33,90 %) et 2022 (1^{er} tour : 2^e - 23,15 % // 2^d tour : 2^e - 41,45 %)

Jean-Luc Mélenchon (75 ans) La France insoumise^c		Aucune	Positions La force de tout changer	- Député de la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône (2017-2022) - Président du groupe LFI à l'Assemblée nationale (2017-2021) - Député européen (2009-2017) - Président du Parti de gauche (2009-2014) - Ministre délégué à l'Enseignement professionnel (2000-2002) - Sénateur de l'Essonne (1986-2000 ; 2004-2010) - Président délégué du conseil général de l'Essonne (1998-2004) - Conseiller général de l'Essonne (1985-1992 ; 1998-2004) - Adjoint au maire de Massy (1989-1995) Il annonce sa candidature le 3 mai 2026 lors du <i>Journal de 20 heures</i> de TF1^{123, 124, 125}. Candidat à l'élection présidentielle en 2012 (4^e - 11,10 %), 2017 (4^e - 19,58 %) et 2022 (3^e - 21,95 %)
Édouard Philippe (56 ans) Horizons		- Président d'Horizons (depuis octobre 2021) - Maire du Havre (depuis juillet 2020) - Président de Le Havre Seine Métropole (depuis 2020)	Croire en nous Campagne • Positions	- Premier ministre (2017-2020) - Député de la 7^e circonscription de la Seine-Maritime (2012-2017) - Maire du Havre (octobre 2010-mai 2017) - Président de la communauté de l'agglomération havraise (2010-2017) - conseiller départemental de la Seine-Maritime (2008-2012) - Conseiller régional de Haute-Normandie (2004-2008) Il annonce se présenter dans un entretien au <i>Point</i> le 3 septembre 2024^{126, 127, 128}.
Florian Philippot (45 ans) Les Patriotes		Président des Patriotes (depuis 2017)	Positions	- Conseiller régional du Grand Est (2016-2021) - Député européen (2014-2019) - Vice-président du Front national chargé de la stratégie de la communication (2012-2017)

				Conseiller municipal de Forbach (2014-2016) Il annonce sa candidature à l'élection présidentielle le 9 mai 2026 sur France 2. Il affirme être prêt à se retirer si une autre candidature de droite souverainiste « plus rassembleuse » comme celle de Philippe de Villiers venait à émerger^{129, 130, 131}.
Bruno Retailleau (66 ans) Les Républicains		- Président des Républicains (depuis 2025) - Sénateur de la Vendée (depuis 2025) - Conseiller régional des Pays de la Loire (depuis 2015)	Ne plus subir. Campagne • Positions	- Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur (2024-2025) - Président du groupe LR au Sénat (2014-2024) - Sénateur de la Vendée (2004-2024) - Président du conseil régional des Pays de la Loire (2016-2017) - Président du conseil général de la Vendée (2010-2015) - Vice-président du conseil régional des Pays de la Loire (1998-2004) - Député de la 4^e circonscription de la Vendée (1994-1997) - Conseiller général de la Vendée (1988-2005) Il est désigné candidat par son parti Les Républicains le 19 avril 2026 lors d'une consultation interne^{132, 133, 134}.

Candidats déclarés dans le cadre d'une primaire

Primaire de la gauche unitaire de 2026

Article connexe : [Primaire de la gauche unitaire de 2026](#).

Candidat (nom et âge ^a) et parti politique		Fonction(s) politique(s) lors de la campagne	Campagne, slogan(s) et consigne de vote	Commentaires / Anciens engagements politiques	Soutiens
Lydie Massard (48 ans) Union démocratique bretonne		- Conseillère municipale de Pontivy (depuis 2026) - Porte-parole de l'Union démocratique bretonne - Co-porte-parole de Régions et peuples solidaires (depuis 2022)	Décidons ici^d	- Députée européenne (2023-2024) - Cheffe de cuisine de lycée professionnel Elle annonce sa candidature le 2 avril 2026 à la primaire de la gauche^{135, 136, 137}	

François Ruffin (51 ans) Debout !		- Président de Debout ! (depuis 2025) Député de la 1^{re} circonscription de la Somme (depuis 2017)	Positions <i>Nous président !</i>	- Documentariste - Porte-parole de Picardie debout ! (2017-2025) Il annonce sa candidature lors d'un meeting à Montreuil le 1^{er} avril 2025 dans le cadre d'une candidature unique à gauche^{138, 139, 140} Il annonce qu'il restera candidat si la primaire n'a pas lieu¹⁴¹.	Sébastien Jumel, Sophie Taillé-Polian¹⁴², Jean-Claude Raux¹⁴³, Sébastien Peytavie¹⁴⁴, Fabien Onteniente¹⁴⁵
Marine Tondelier (40 ans) Les Écologistes		Secrétaire nationale des Écologistes (depuis 2022) Conseillère régionale des Hauts-de-France (depuis 2021)	Positions <i>Tenez bon, nous arrivons !</i>	Conseillère municipale d'Hénin-Beaumont (2014-2026) Conseillère communautaire d'Hénin-Carvin (2014-2026) Elle annonce sa candidature le 22 octobre 2025 dans le cadre d'une nomination par son parti et d'une primaire à gauche^{146, 147, 148}. Le 8 décembre 2025, elle est désignée candidate des Écologistes pour la primaire avec 86 % des voix¹⁴⁹.	

Primaire présidentielle socialiste de 2026

Article connexe : [Primaire présidentielle socialiste française de 2026](#).

Candidat (nom et âge ^e) et parti politique		Fonction(s) politique(s) lors de la campagne	Campagne, slogan(s) et consigne de vote	Commentaires / Anciens engagements politiques	Soutiens
Philippe Brun (34 ans) Parti socialiste		Député de la 4^e circonscription de l'Eure (depuis 2022) Conseiller municipal de Louviers (depuis 2020)	Campagne • Positions <i>Le candidat des salaires</i>	Il annonce le 30 juin 2026 sa candidature à la primaire du Parti socialiste¹⁵⁰.	Romain Eskenazi¹⁵¹
Olivier Faure (58 ans) Parti socialiste		Conseiller municipal de Lieusaint (depuis 2026) Premier secrétaire du Parti socialiste (depuis 2018)	+ <i>Juste !</i> + <i>Faure</i>	Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (2016-2018) Il annonce sa candidature dans un message aux	Pierre Juvet¹⁵⁶, Sébastien Vincini¹⁵⁶, Arthur Delaporte¹⁵⁷,

		Député de la 11^e circonscription de Seine-et-Marne (depuis 2012)		députés socialistes dans la nuit du 29 au 30 août ^{152, 153, 154} . Il l'officialise le lendemain, 30 août, dans un entretien au cours du Journal de 20 heures sur TF1 ¹⁵⁵ .	Dieynaba Diop ¹⁵⁶
Raphaël Glucksmann (46 ans) Place publique		- Coprésident de Place publique (depuis 2022) - Député européen (depuis 2019)	Réveiller la France	- Président de la commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation (2020-2023) - Vice-président de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen (2019-2024) Il annonce sa candidature le 23 août 2026 à la primaire du PS¹⁵⁸.	François Bonneau ¹⁵⁹ , Daniel Cohn-Bendit ¹⁶⁰ , Michaël Delafosse ¹⁵⁹ , Carole Delga ¹⁶¹ , Guillaume Garot ¹⁶² , Sacha Houlié ¹⁶³ , Yannick Jadot ¹⁶⁴ , Aurore Lalucq ¹⁶³ , Nicolas Mayer-Rossignol ¹⁶⁵ , Dominique Potier ¹⁶⁶ , Laurence Rossignol ¹⁶² , Aurélien Rousseau ¹⁶³ , Boris Vallaud ¹⁶⁷
Jérôme Guedj (54 ans) Parti socialiste		- Député de la 6^e circonscription de l'Essonne (depuis 2022) - Conseiller régional d'Île-de-France (depuis 2021)	La république c'est nous !	- Conseiller départemental de l'Essonne (2015-2021) - Député de la 6^e circonscription de l'Essonne (2012 ; 2012-2014) - Président du Conseil général de l'Essonne (2011-2015) - Conseiller général de l'Essonne (1998-2015) Il annonce sa candidature à la présidentielle sur France Inter le 5 février 2026, sans passer par la primaire¹⁶⁸, mais annonce finalement le	

				23 août 2026 qu'il rejoint ce cadre de désignation ¹⁶⁹ .	
Ségolène Royal (73 ans) Parti socialiste		Présidente de l'Association France-Algérie (depuis 2025)	Positions <i>La France tranquille et l'Ordre juste</i>	- Ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique (2017-2020) - Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat (1992-1993 ; 2014-2017) - Présidente du conseil régional de Poitou-Charentes (2004-2014) - Députée de la 2^e circonscription des Deux-Sèvres (1988-1992 ; 1993-1997 ; 2002-2007) - Ministre déléguée à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes handicapées (2000-2002) - Ministre déléguée à l'Enseignement scolaire (1997-2000) - Conseillère générale des Deux-Sèvres (1992-1998) Elle annonce sa candidature le 10 juillet 2026 à la primaire du PS¹⁷⁰.	

Autres primaires

Candidat (nom et âge ^a) et parti politique		Fonction(s) politique(s) lors de la campagne	Campagne, slogan(s) et consigne de vote	Commentaires
David Lisnard (58 ans) Nouvelle Énergie		- Président de l'Association des maires de France (depuis novembre 2021) - Président de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins (depuis 2017) - Maire de Cannes (depuis 2014) - Conseiller départemental des Alpes-Maritimes (depuis 2008)	Positions	Il annonce lors de ses vœux à la presse le 17 janvier 2025 sa volonté d'être candidat à l'Élysée, dans le cadre d'une hypothétique primaire de la droite^{171, 172, 173}. Il déclare sa candidature pour la présidentielle le 31 mars 2026 en même temps que son départ du parti



Sondeur	Date	Échantillon												Autre
			Arthaud (LO)	Mélenchon (LFI)	Roussel (PCF)	Tondelier (LE)	Glucksman ^g (PP) ^g	Attal (RE)	Philippe (HOR)	Retailleau (LR)	Dupont-Aignan (DLF)	Le Pen (RN)	Zemmour (REC)	

Elabe [archive]	26-28 août	1 501	1,5	14	3	3,5	11,5	—	17	6,5	3	34	4	2 Villepin
			1,5	14	3	3	14	12	—	9,5	2	34,5	4	2,5 Villepin
			2	14	3,5	4	7,5 Hollande (PS)	—	19,5	6	2,5	34	4	3 Lisnard
			1,5	14	4	—	8 Hollande (PS)	12,5	—	9	2,5	34,5	4,5	6 Ruffin 3,5 Lisnard
			1,5	14,5	4,5	4	3,5 Faure (PS)	—	20,5	7	2,5	35,5	4	2,5 Villepin
			1,5	14,5	3	—	12,5	6,5	14,5	7	2,5	34	4	—
Premier débat présidentiel rassemblant 7 candidats : Attal, Glucksmann, Le Pen, Mélenchon, Philippe, Retailleau et Tondelier (27 août 2026).														
lfop [archive]	24-25 août	1 598	0,5	16	3	3	11	8	14,5	6	1,5	33	3,5	—
			1	17	3	3	12	—	18	8	1,5	33	3,5	—
			0,5	17	3	3	15	14	—	9	1,5	34	3	—
			1	18	—	—	15	—	19	8	2,5	33	3,5	—
			1,5	18,5	—	—	17	15	—	9	2	34	3	—
			1,5	19	—	—	12 Hollande (PS)	—	21	8	2	34	2,5	—
1	17	3	3	18	—	—	12	2	35	3	6 Le Maire			
Raphaël Glucksmann, président de Place publique (PP), officialise sa candidature et annonce sa participation à la primaire socialiste organisée en octobre (23 août 2026). ¹⁷⁶														
Harris [archive]	18-19 août	1 764	1	17	3	4	8 Hollande (PS)	14	—	9	2	38	4	—
			1	17	3	4	8 Hollande (PS)	—	19	7	2	35	4	—
			1	17	2	3	11	15	—	9	2	37	3	—
			1	17	3	3	10	—	17	7	3	35	4	—
			1	16	2	3	10	8	14	6	2	35	3	—
Elabe [archive]	9-10 juillet	1 503	1	16	2,5	3,5	10,5	—	16,5	8	1,5	35	3	2,5 Villepin
			1,5	14,5	2,5	3,5	11	13,5	—	11	1,5	34	3,5	3,5 Villepin
			1,5	14,5	2	—	9 Hollande (PS)	—	19	9	1,5	35	2,5	6 Ruffin
			1,5	15	2,5	—	8 Hollande (PS)	15,5	—	11	1,5	35,5	3,5	6 Ruffin
			1	14,5	2,5	4	8,5	7,5	14	8,5	1,5	35	3	—
			2	15	3	4	8 Hollande (PS)	—	18	8	1,5	34,5	3	3 Villepin
Verian [archive]	8-10 juillet	1 047	—	15	2	—	11	8	17	7	—	37	3	—
OpinionWay [archive]	8-9 juillet	963	<1	13	2	5	9	7	18	8	—	35	3	—
			1	15	2	5	10	16	—	12	—	36	3	—
			1	15	2	4	9	—	22	9	—	34	4	—
lfop [archive]	7-8 juillet	984	0,5	15	2	4	12	15	—	10	2	36	3,5	—
			0,5	15	3	3,5	9	—	19	8	2	36	4	—
Harris [archive]	7-8 juillet	1 592	1	16	3	5	8 Hollande (PS)	16	—	8	2	36	5	—
			1	16	3	4	8 Hollande (PS)	—	20	8	1	35	4	—
			1	16	3	3	11	16	—	9	1	36	4	—

			1	16	2	3	11	—	20	8	1	34	4	—
			1	16	2	2	10	8	14	7	1	35	4	—
Marine Le Pen, cheffe de file du Rassemblement national (RN), officialise sa candidature à la suite de la réduction de sa période d'inéligibilité en appel dans l'affaire des assistants parlementaires (7 juillet 2026).														

Résultats

Résultats nationaux

Résultats de l'élection présidentielle française de 2027

Candidats	Parti	Premier tour		Second tour	
		Voix	%	Voix	%
Suffrages exprimés					
Votes blancs					
Votes nuls					
Total			100		100
Abstention					
Inscrits / participation					

Notes et références

Notes

1. ↑ ^{a b et c} Âge à la date du premier tour de l'élection le 18 avril 2027.
2. ↑ Candidature soutenue par l'Union des droites pour la République et Identité-Libertés.
3. ↑ Candidature soutenue par :

• Les Verts Populaires^{114, 115}

• Pour une écologie populaire et sociale¹¹⁶

• NPA – L'Anticapitaliste^{117, 118, 119}

• Révolution écologique pour le vivant¹²⁰

• Parti de gauche^{121, 122}

4. ↑ En breton : « *Dibab amañ* »

5. ↑ Âge à la date du premier tour de l'élection le 9 octobre 2026.

6. ↑ Ce graphique compile différentes configurations de candidats au premier tour, tant que la configuration exacte n'est pas connue il faut interpréter ces courbes avec précaution.

7. ↑ ^{a et b} Sauf précision contraire.

Références

1. ↑ « Dissolution de l'Assemblée nationale [archive] », sur <i>info.gouv.fr</i> (consulté le 13 mars 2026). 2. ↑ « Législatives 2024 : résultats et composition de la nouvelle Assemblée vie-publique.fr [archive] », sur <i>www.vie-publique.fr</i>, 8 juillet 2024 (consulté le 13 mars 2026). 3. ↑ ^{a et b} Iris Derceux, Lili Pateman, Maxime Vaudano et Aurélie Blondel, « Perdu face à la crise politique en France ? La chronologie pour vous y retrouver depuis 2022 [archive] » , sur <i>lemonde.fr</i>, 8 octobre 2025 (consulté le 12 mars 2026). 4. ↑ François Vignal, « Un an après la dissolution, un bilan législatif « très faible » [archive] », sur <i>Public Sénat</i>, 9 juin 2025 (consulté le 13 mars 2026). 5. ↑ Pierre Januel et Robin Richardot, « Un Sénat devenu maître du jeu parlementaire [archive] » , sur <i>lemonde.fr</i>, 12 juin 2025 (consulté le 12 mars 2026).	6. ↑ Mariama Darame et Nathalie Segauenes, « Un an après, Emmanuel Macron et la bombe à fragmentation de la dissolution de l'Assemblée nationale [archive] » , sur <i>lemonde.fr</i>, 7 juin 2025 (consulté le 12 mars 2026). 7. ↑ « Présidentielle 2022 : un fragile front républicain mis en place, au lendemain du premier tour [archive] », 11 avril 2022 (consulté le 8 juillet 2026) 8. ↑ ^{a et b} Article 6 de la Constitution de la Cinquième République française. 9. ↑ Louis Hausalter, « Pas de troisième mandat pour lui : comment le pouvoir d'Emmanuel Macron s'évapore déjà [archive] », <i>Marianne</i>, 16 février 2023 (consulté le 17 février 2025). 10. ↑ « "Changeons tout cela": Ferrand regrette "la limitation du mandat présidentiel dans le temps" [archive] », sur <i>BFM TV</i>, 19 juin 2023 (consulté le 17 février 2025).
--	--

--	--